Le Parisien

samedi 21 octobre 2017
Édition(s) : Seine-et-Marne
Page 41
358 mots

Département de Seine-et-Marne - DGS / Service de la Documentation
INTRADOC77 – PRESSE N° 55303

Les agents de la protection de l'enfance veulent des moyens

Ils ont manifesté hier devant le conseil départemental. Ils réclament des postes et des places d'accueil supplémentaires.

Melun

Par Faustine Léo

Chansons reprises en chœur, sifflets, bruits de casseroles, sur le parvis de l'hôtel du département, 140 agents chargés de la protection de l'enfance ont crié leur colère, hier matin, alors que les conseillers départementaux étaient réunis en séance. Ils dénoncent un manque de moyens qui « met en danger les enfants que nous devons pourtant protéger ». Selon eux, dix des quatorze maisons des solidarités (MDS) étaient fermées hier. Quatre seulement selon le département qui compte 12,7 % de grévistes.

En 2016, 3 200 enfants ont été pris en charge par la protection de l'enfance. Cette année, ils étaient déjà 3 018 au 5 octobre. L'an dernier, 600 d'entre eux étaient des mineurs migrants. « Nous avons 20 % de charge de travail en plus. Certes parce que nous avons une forte augmentation de migrants mineurs à accueillir mais nous ne pouvons pas les laisser de côté », souligne Jessie, chef de service à la MDS de Coulommiers.

Il y a deux ans, l'Inspection générale des affaires sociales a relevé de graves carences dans l'organisation du service. Les manifestants soulignent avoir en moyenne chacun plus de 40 enfants à suivre. Pour une bonne gestion, il n'en faudrait pas plus de 25.

« A cause du manque de places d'accueil, les fratries vont de famille d'accueil en famille d'accueil », déplore Jessie. « Ils finissent par être en danger là où ils sont placés, faute de temps pour les rencontrer », ajoute une autre manifestante.

Une délégation a été reçue par Laurence Picard, vice-présidente (LR) du conseil départemental en charge des solidarités. « Nous allons créer cinq postes, mais nous avons de vraies difficultés à recruter, avance-t-elle. Un cabinet d'audit analysera les risques psychosociaux dans ces services. Et nous ouvrons, via la Croix Rouge et Empreintes, 149 places pour les mineurs migrants qui s'ajoutent aux 100 places mises en place avec la Rose des Vents ».

Les manifestants, soutenus par Marianne Margaté (PCF), retiennent « la mauvaise foi des élus ». « Si on les écoute, tout va mieux depuis qu'ils sont arrivés aux manettes en 2015, soupirent-ils. Nous sommes prêts à revenir manifester en décembre lors du vote du budget ». ■

Parution : Quotidienne
Diffusion : 205 486 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD PV 2016
Audience : 1 540 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2016

Tous droits réservés Le Parisien 2017
b17157c97a10d019e3780691c00fd16b5aa20e9c20016179991873f